

du Reich. Un tel projet nécessiterait une révision du plan Dawes et, par conséquent, l'adhésion de tous ses signataires. D'autre part, l'Allemagne serait obligée d'emprunter à l'extérieur les sommes envisagées : principalement en Amérique. Or, on sait que les financiers américains se sont montrés hostiles à tout emprunt direct ou indirect à la France, tant que la France n'aura pas ratifié l'accord relatif à la liquidation de ses dettes de guerre.

Dans ces conditions, il semble bien que la combinaison de Thoiry (mise à part la rétrocession des mines de la Sarre à l'Allemagne) ne puisse aboutir et qu'en fait le capitalisme français ne trouve aucune contre-partie financière sérieuse à l'évacuation anticipée inéluctable de la Rhénanie.

La question de l'évacuation de la Rhénanie qui est aussi la question des rapports franco-allemands pose plus généralement une série de problèmes qui sont ceux-mêmes de toute la politique actuelle du capitalisme français empêtré dans ses propres contradictions :

L'industrie lourde veut la revalorisation du franc et esquisse une politique de rapprochement avec l'Allemagne.

L'industrie de transformation réclame une stabilisation du franc à un taux qui lui permette de trouver encore des bénéfices dans la différence entre les prix intérieurs et les prix extérieurs, et cherche à préserver le marché intérieur de la concurrence des produits étrangers en élevant de nouvelles barrières douanières tout en conservant les débouchés allemands.

Les deux groupes sont soutenus réciproquement par leurs banques et disposent l'un et l'autre d'un personnel politique docile, tous deux cherchant également à s'appuyer sur les classes moyennes. Entre les deux, le gouvernement hésite à prendre position.

Dans de telles conditions, le ministère d'Union sacrée pourra-t-il conserver le pouvoir? Certes, il semble que M. Poincaré ait donné une approbation tacite à la politique de Thoiry. Faut-il voir dans le vote des projets militaires Painlevé une satisfaction donnée à l'opinion « patriotique » de la bourgeoisie à la veille de l'abandon de la Rhénanie? Faut-il voir dans la décision de M. Poincaré de payer une première annuité aux Etats-Unis et à l'Angleterre sur la base des accords Caillaux, une preuve de la volonté du gouvernement d'aborder la question du règlement des dettes de guerre? En réalité, la plus grande indécision règne dans le personnel politique de la bourgeoisie. Un seul fait domine : **la stabilisation actuelle du franc est factice**. En dépit de toutes les déclarations optimistes, la situation de la trésorerie est toujours déficitaire. L'Etat, plus que jamais, a **besoin d'argent**. La crise économique place la bourgeoisie française dans une situation d'autant plus difficile que cette crise économique peut parfaite-

ment se doubler demain d'une crise financière. Dans ces conditions, et malgré la position prise sous la pression des événements par les groupes financiers et industriels antagonistes, aucun d'eux n'ose mettre le gouvernement au pied du mur (8).

Mais le prolétariat français, dans tous les cas, sera le premier atteint. Le plan Dawes, nous l'avons vu, correspond à prélever, en définitive, environ deux milliards sur les dix milliards de salaires payés annuellement aux ouvriers allemands. Et, déjà, l'avi-lissement des salaires des ouvriers allemands (d'après une statistique de l'Office du Travail britannique, les salaires français représentaient, en janvier 1924, 70 à 80 % des salaires anglais, et les salaires allemands seulement 48 %), a sa répercussion sur le taux générale des salaires. La rationalisation de l'industrie allemande opérée par la réduction des salaires et l'augmentation de la journée de travail, oblige les industries concurrentes des Etats étrangers à rationaliser à leur tour pour ne pas perdre leurs débouchés.

Que ce soit pour sauvegarder les bases d'une économie européenne (?), et assurer l'indépendance, d'ailleurs toute relative, de la sidérurgie française, anglaise ou allemande, ou même des trois réunies, vis-à-vis de la domination américaine; que ce soit pour assurer le paiement des dettes de guerre de SA bourgeoisie à la bourgeoisie américaine, le prolétariat fera les frais toujours, en tous les cas, de la « reconstruction » de l'Europe. Cette « reconstruction » n'atténuera en rien les conflits impérialistes des Etats « reconstruits ».

La lutte contre le capitalisme et contre ses procédés modernes de surexploitation doit donc être développée sur un plan international. Lutter contre le plan Dawes, lutter contre la rationalisation capitaliste est le devoir de tout ouvrier conscient. Le nôtre est de guider cette lutte vers ses fins politiques, vers la prise du pouvoir.

Marcel FOURRIER.

(8) A ce point de vue, le discours de Poincaré au Sénat et les commentaires donnés à ce discours par la presse économique, sont significatifs. *L'Usine* n'a pas caché son mécontentement (numéro du 26 mars) : « La crise, y écrit-on, tient à des causes trop profondes pour qu'elle puisse être résolue autrement que par un traitement rigoureux qui en fera disparaître les causes elles-mêmes... Au fond, il apparaît de plus en plus que c'est seulement la stabilisation légale du franc qui assurera la stabilisation des prix et permettra de trouver un terrain solide nécessaire pour le développement des affaires... Ainsi donc (après les déclarations du gouvernement), il apparaît que l'industrie doit encore faire montre de beaucoup de patience et réserver ses moyens d'action pour parer à toutes les éventualités de cette période de transition sur la durée de laquelle on ne peut avoir aucune donnée positive. »

La Question Nationale au Mexique

Quel a été le processus historique de la réforme politique et religieuse.

Comment s'est créé l'Etat laïc

La presse bourgeoise, trompée par les télégrammes tendancieux des Etats-Unis et les protestations indignées du Vatican, a donné, des conflits surgis récemment au Mexique, un tableau foncièrement faux. D'autre part, l'explication purement économique donnée dans les milieux ouvriers, n'est pas absolument satisfaisante; conflit entretenu par les pétroliers américains qui refusaient d'enregistrer la nationalisation du sous-sol, aidés par les cléricaux, heureux de susciter des difficultés à un gouvernement de tendances ouvrières. La documentation réunie sur ce sujet est trop importante pour être tout entière mise à jour. Voici une conférence qui expose historiquement le problème posé peu à peu au Mexique par la croissance d'un prolétariat organisé, hostile au pouvoir des cléricaux exploités. La situation actuelle ne s'explique pas seulement par les intrigues des Etats-Unis, mais aussi par la politique sournoise et avide du Vatican. La conférence ci-dessous peut servir d'introduction à une étude plus détaillée de la question, et à une appréciation juste de la situation. Soulignons un aspect : il semblera à beaucoup de communistes qu'on insiste trop sur le caractère national de cette révolution. Nous pensons que c'est un stade actuel de cette révolution; il ne faut pas croire que le prolétariat mexicain est actuellement dans le stade de la révolution socialiste, mais que dans son cadre national, il s'organise contre l'emprise capitaliste américaine et contre l'action menée par le bas clergé au sein de la paysannerie et de la petite bourgeoisie. La part d'intrigue des prêtres est très importante, et a besoin d'être historiquement éclaircie.

Il faut attendre encore pour savoir dans quelle direction s'engageront le collaborationnisme yankee et le poison religieux, et s'ils auront raison, au profit d'une petite bourgeoisie en voie de grand développement, du puissant syndicalisme ouvrier qui croît au Mexique — encore sous l'influence de l'idéologie purement anti-impérialisme, donc aussi anti-cléricale.

La vérité sur le processus historique de la réforme politique-religieuse au Mexique.

Conférence faite en septembre 1926, par le ministre Plénipotentiaire du Mexique, D^r Trajo de Lerdo de Tejado, auprès du gouvernement argentin.

1^o EPOQUE COLONIALE

Toutes les controverses et les conflits qui ont eu lieu au Mexique, et, disons plus, dans tous les autres pays, ainsi que nous l'apprend l'histoire universelle, entre le clergé et les gouvernements civils

n'ont jamais été motivés par des questions purement doctrinaires ou religieuses, mais furent toujours occasionnées par des luttes d'intérêt économiques et la conquête du pouvoir temporel, luttes dont l'objectif était indiscutablement matériel et nullement divin, malgré tous les efforts déployés en arguties par tous les partis conservateurs pour faire croire le contraire.

Ce que l'état laïc a enlevé progressivement au clergé, c'est son intrusion intempestive dans les fonctions gouvernementales ainsi que l'accumulation de biens matériels qui porte un grave préjudice à la communauté laborieuse. Dans tous les cas, aucun gouvernement Mexicain n'a jamais touché aux mystères religieux de la doctrine.

Il faut tenir compte du fait que le clergé n'a pas seulement lutté contre des gouvernements que l'on pourrait appeler anti-cléricaux, mais aussi que toute l'histoire de l'Eglise catholique est faite de luttes soutenues contre les gouvernements les plus catholiques, et cela pour les mêmes raisons économiques que dans les luttes soutenues contre les gouvernements libéraux ou soi-disant tels.

Durant la conquête de la Nouvelle Espagne, ainsi se nommait alors cette partie du Nouveau Continent, à peine les conquérants ou Grands Capitaines espagnols furent-ils installés que s'intallèrent aussi des religieux de toutes sortes qui se proposaient d'établir la domination sur l'Amérique pour le service de Dieu et du Roi; immédiatement aussi surgirent les intrigues et les conflits entre le gouvernement civil et le clergé, bien que celui-ci fut très catholique et, cela à tel point que Hernand Cortès, cependant catholique lui-même jusqu'au fanatisme le plus aveugle, se plaignit très fréquemment et fort amèrement auprès de l'empereur Charles-Quint de la conspiration cléricale qui prétendait se mettre au dessus du gouvernement impérial, demandant que fussent donnés des ordres précis pour que le clergé restât assujéti au pouvoir civil, ordres qui furent donnés par le monarque espagnol, qu'on ne peut certes pas taxer d'anti-catholicisme.

Ceux qui accusent le gouvernement de Calles d'être antireligieux ne peuvent porter la même accusation contre le gouvernement de Hernand Cortès et de Charles-Quint, qui tous deux professaient en privé et officiellement le catholicisme dans sa forme la plus fanatique à cette époque.